



Assemblée générale

CPSD/519

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Quatrième Commission

17^e séance – après-midi

QUATRIÈME COMMISSION: DES DÉLÉGATIONS DEMANDENT QUE L'UNRWA AIT LES FONDS DONT IL A BESOIN POUR VENIR EN AIDE AUX RÉFUGIÉS DE PALESTINE, DONT LE NOMBRE AUGMENTE

Les difficultés financières chroniques que rencontre l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) entravent sa capacité à subvenir aux besoins de base des 4,8 millions de réfugiés palestiniens, installés dans le territoire palestinien occupé, au Liban, en Jordanie et en Syrie, ont constaté à regret la plupart des délégations qui sont intervenues cet après-midi lors du débat tenu par la Quatrième Commission sur les travaux de l'UNRWA.

Avec un déficit budgétaire estimé à 70 millions de dollars pour l'année à venir, la crise financière à laquelle fait face l'Office risque d'avoir des conséquences sur la qualité et la portée des programmes qui sont au cœur de son mandat d'assistance sociale et humanitaire aux réfugiés palestiniens, ont notamment souligné les délégations des Émirats arabes unis, du Brésil et de la Tunisie. Cette situation est d'autant plus regrettable que l'UNRWA a, de tout temps, joué une précieuse fonction de stabilisation au Moyen-Orient, ont fait valoir les délégations des États-Unis et de la Turquie en soulignant que l'Office reste la principale source d'aide humanitaire aux réfugiés palestiniens sur le terrain.

Si de nombreux intervenants, notamment le représentant du Liban, ont expliqué l'augmentation des besoins financiers de l'Office par la croissance de la population de réfugiés de Palestine, qui atteint aujourd'hui près de 5 millions de personnes, la représentante d'Israël a imputé ce problème au mandat de l'UNRWA. Selon elle, ce mandat est « irréfutablement politique et perpétue le statut de réfugiés des Palestiniens dans le Proche-Orient ». Aux yeux de la délégation israélienne, sous le mandat de l'UNRWA, « un réfugié de Palestine aujourd'hui restera un réfugié de Palestine à jamais, et ce statut est transmis de génération à génération ». Compte tenu de la mission « sans fin » de l'Office, il ne faut pas s'étonner, a estimé la représentante d'Israël, que l'Office demande continuellement toujours plus de ressources financières. « Attendez-vous à voir le nombre de réfugiés palestiniens atteindre 6,1 millions en 2020 », a-t-elle lancé. Sans vouloir suggérer qu'il faut aller jusqu'à démanteler l'Office, Israël demande toutefois que son mandat soit « examiné, dans la mesure où il n'est pas que politique, mais contribue aussi à son déficit financier chronique », a dit la représentante, tout en indiquant qu'Israël apporte néanmoins son appui à la mission humanitaire de l'UNRWA.

Un large consensus s'est dégagé dans les interventions des pays arabes qui ont mis en avant le fait que la solution au conflit israélo-palestinien passe incontestablement par une reconnaissance par Israël du droit au retour des réfugiés palestiniens et au versement de compensations à ces gens qui ont été spoliés de leurs terres. Plusieurs délégations ont indiqué le montant de leurs contributions à l'UNRWA, notamment l'Arabie Saoudite, le Brésil, les États-Unis et le Japon.

La Quatrième Commission se réunira à nouveau demain, jeudi 8 novembre, à 10 heures, pour poursuivre son débat général sur la question des opérations de maintien de la paix des Nations Unies.

OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES DE PALESTINE DANS LE PROCHE-ORIENT

Débat général

M. FAKHRY (Liban) a commencé son intervention en citant un historien israélien qui, dans ses écrits, décrit le fait que 10 mois avant la création de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies

pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) en 1948, « un groupe de 11 vétérans sionistes avait mis au point la touche finale au plan de nettoyage ethnique de la Palestine ». Les ordres sont arrivés avec une description détaillée de la méthode à utiliser y compris le bombardement des centres de population, planter des mines et expulser la population locale. Ce plan était destiné à dépeupler le territoire palestinien et s'est avéré efficace dans la mesure où on a assisté à une vague de départs massifs de Palestiniens entre 1948 et 1949, puisque sur les 480 000 Palestiniens qui y vivaient, seuls 50 000 y étaient encore en 1949.

Le représentant a également invoqué le droit humanitaire international qui prévoit que « les réfugiés souhaitant retourner chez eux devraient se voir autorisés à le faire et être dédommagés. » Fort de ce constat, il a déclaré que même si les dispositions du droit humanitaire international et les résolutions de l'ONU ne convenaient pas à Israël, elles ne font pas partie du domaine du négociable dans le processus de paix. Le Liban réitère son appel à la communauté internationale pour qu'elle oblige Israël à respecter les normes du droit humanitaire international. Il ne fait pas de doute pour le Liban que le problème des réfugiés palestiniens constitue un élément clef pour toute formule menant à une solution politique du conflit israélo-palestinien. Allant plus loin, le représentant a affirmé que le Gouvernement israélien n'était pas intéressé par la paix et a indiqué que la preuve en est la poursuite des activités de peuplement. Pour sa part, le Gouvernement libanais ne ménage aucun effort pour subvenir aux besoins des réfugiés palestiniens en dépit de ses moyens limités. Il remercie l'UNRWA de la reconstruction du camp de Nahr el Bared et réaffirme l'importance du rôle de l'Office en tant que principale agence apportant des services de base aux réfugiés palestiniens. Compte tenu de cela, le représentant a estimé qu'il est fondamental que la communauté internationale continue de financer l'Office à hauteur de ses besoins. À ce titre, il a rappelé que, lorsque l'Office a été créé en 1948, il répondait aux besoins de 700 000 réfugiés palestiniens alors qu'aujourd'hui il y en a 5 millions. Pour finir, il a demandé à combien de réfugiés supplémentaire l'UNRWA devait venir en aide si les choses n'évoluent pas.

Après avoir salué le travail et les efforts déployés par l'UNRWA, M. RIADH BEN SLIMAN (Tunisie) a également mis l'accent sur le rôle joué par les pays hôtes des réfugiés palestiniens, et a notamment évoqué leur coopération avec l'Office qui vise à en faciliter le travail. En dépit des conditions de travail difficiles auxquelles les personnels de l'UNRWA font face, ils ont montré au cours des dernières années leur dévouement à l'égard du peuple palestinien, a-t-il poursuivi. Près de 5 millions de réfugiés palestiniens bénéficient de l'assistance humanitaire fournie par l'Office, notamment l'éducation, les soins et les services sociaux de base, a-t-il ajouté. Il a souligné que la mission de l'Office rencontrait des difficultés de plus en plus grandes, notamment pour répondre dans les temps impartis au contexte régional changeant et aux contraintes économiques mondiales.

Ainsi, a poursuivi M. Ben Sliman, l'UNRWA fait face à de nouveaux obstacles pour répondre aux besoins de développement et aux besoins humanitaires du peuple palestinien. Ces besoins sont notamment liés au nombre sans cesse croissant de réfugiés palestiniens et à la pauvreté croissante de la population. L'absence de fonds a un impact important sur le fonctionnement de l'Office et rend extrêmement difficile sa tâche, a-t-il déploré. Par ailleurs, il a regretté que le peuple palestinien continue de souffrir des restrictions de mouvement que lui impose l'occupant, notamment dans la bande de Gaza. Le blocus, a-t-il dit, a un impact terrible sur la population et est une violation grave du droit humanitaire. La Tunisie prie Israël de le lever et de prendre les mesures nécessaires pour éliminer les restrictions posées à l'encontre du peuple palestinien et plus précisément envers le personnel de l'Office. Enfin, le représentant a rappelé qu'un nombre important de réfugiés palestiniens souffrent du conflit en Syrie et en sont les victimes. Mon pays, a-t-il dit, est vivement préoccupé par la situation dans ce pays et par le sort du demi-million de réfugiés palestiniens en Syrie.

M. IHAB HAMED (Syrie) a rendu hommage à l'UNRWA et aux services qu'il offre aux réfugiés palestiniens. Pour sa délégation, la responsabilité du sort des réfugiés palestiniens incombe à la communauté internationale et il s'agit d'une responsabilité morale puisque tout un pays a été injustement victime d'intérêts coloniaux, et que tout un peuple a connu des abus répétés de ses droits et a été soumis au nettoyage ethnique.

Il a dénoncé le fait que, depuis 1948, la légitimité internationale avait été paralysée par le non-respect par Israël des résolutions pertinentes de l'ONU et du droit international, ce dont témoigne la poursuite de ses politiques agressives de peuplement. « C'est un scandale que la communauté internationale reste silencieuse face à cette situation, il en va de la crédibilité des Nations Unies », a-t-il insisté. Pour sa part, la Syrie accueille plus d'un demi-million de réfugiés palestiniens qui attendent leur retour sur leurs terres, et le Gouvernement syrien les place sur un pied d'égalité avec les citoyens syriens. Malgré les conditions difficiles que traverse la Syrie, et tout particulièrement les sanctions unilatérales qui lui ont été imposées, son gouvernement apporte toujours l'appui nécessaire à ces réfugiés ainsi qu'à l'UNRWA, a affirmé le délégué. Il a regretté les victimes causées parmi les réfugiés palestiniens et le personnel de l'UNRWA qui vivent sur le sol syrien. La Syrie affirme en outre que, si les autorités syriennes n'avaient pas adopté certaines mesures, « les dégâts subis par les réfugiés

auraient été encore plus importants suite aux attaques de certains groupes et milices, a indiqué le représentant ». L'UNRWA constate la souffrance du peuple palestinien, et la Syrie s'attèle à jouer un rôle important pour soulager ces souffrances. Il a réaffirmé l'importance du mandat de l'Office et a demandé que des financements adéquats lui soient fournis pour lui permettre d'améliorer les services qu'il offre aux réfugiés. À cet effet, le délégué a préconisé, d'une part, des donations plus importantes et a suggéré l'élargissement du nombre de donateurs de l'Office, d'autre part.

Mme FATOU ISIDORA MARA NIANG (Sénégal) a rappelé que, depuis 1948, une bonne partie de la population palestinienne est contrainte à l'exode et à l'éparpillement de ses membres à travers de nombreux pays du Moyen-Orient. Il est regrettable, a-t-elle poursuivi, que plus de 60 ans après leur adoption, les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale ne sont toujours pas mises en œuvre, alors qu'elles sont une base raisonnable de règlement de la question des réfugiés palestiniens. Dans ce contexte, le Sénégal exhorte une nouvelle fois la communauté internationale, ainsi que l'ensemble des partenaires et donateurs, à contribuer significativement au redressement de la situation financière de l'UNRWA, dont les activités demeurent indispensables pour les millions de réfugiés Palestiniens, a conclu Mme Mara Niang.

Mme GRETA GUNNARSDOTTIR (Islande) a fait part des préoccupations de sa délégation face à la situation des réfugiés palestiniens en Syrie. La violence et les déplacements liés au conflit qui y règne ont des conséquences graves sur les besoins humanitaires des réfugiés palestiniens dans ce pays. D'après les estimations de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), a-t-elle dit, 225 000 réfugiés palestiniens sont directement affectés par le conflit, et il est important d'aider ces personnes à nouveau à se déplacer. Par ailleurs, Mme Gunnarsdottir s'est dite préoccupée par la situation des réfugiés palestiniens à Jérusalem-Est. Elle a rappelé que les colonies de peuplement israéliennes, les destructions de maisons ou encore la restriction des déplacements des populations palestiniennes étaient illégales. Elle a également indiqué que la vie dans la bande de Gaza ne sera pas viable au-delà de 2020, si rien n'est fait, et a souligné que les pratiques israéliennes à Gaza étaient contraires au droit international. Le travail de l'UNRWA est précieux pour les 4,9 millions de réfugiés qui vivent dans la bande de Gaza, en Cisjordanie, en Jordanie, en Syrie et au Liban. Mme Gunnarsdottir a cependant ajouté qu'en dépit des efforts de l'UNRWA, ses activités sont fortement menacées par son déficit financier. La situation financière actuelle est insoutenable, a-t-elle ajouté. Même si l'Office n'a pas vocation à exister de manière permanente, sa présence est indispensable tant qu'une solution juste et durable à la situation des réfugiés palestiniens n'a pas été trouvée, a conclu la représentante.

M. JEROBEAM SHAANIKA (Namibie) a déclaré que « les réfugiés palestiniens sont des êtres humains comme les autres, avec les mêmes espoirs, les mêmes aspirations à un meilleur avenir. Mais depuis des décennies, on leur dénie leurs droits les plus fondamentaux ». Pour la délégation namibienne, alors que le renforcement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) est nécessaire à l'accomplissement de ses missions, il ne faut pas oublier la question de l'occupation qui demeure la première source des souffrances des Palestiniens et les relègue au statut de réfugiés. Les Palestiniens ont le droit de vivre dans la dignité au sein d'un État qui soit le leur, a conclu le représentant.

M. IMAD I. A. TAGURI (Libye) a reconnu l'importance et la pertinence des travaux de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA). Aujourd'hui, 60 ans après la création de l'Office, près de 5 millions de réfugiés palestiniens peuvent et doivent compter sur les services de base offerts par l'UNRWA en dépit des difficultés qui entravent son mandat. À ce titre, il a cité les problèmes financiers de l'Office ainsi que les mesures arbitraires imposées par la puissance occupante israélienne qui invoque des prétextes sécuritaires. Le représentant a dénoncé les pratiques israéliennes, dont le mur de séparation et le blocus imposé à Gaza, et a demandé à la communauté internationale d'exiger de la puissance occupante israélienne qu'elle se conforme au droit humanitaire international et aux résolutions pertinentes de l'ONU. Pour sa délégation, la question des réfugiés palestiniens fait intégralement partie de la solution à apporter au conflit israélo-palestinien, et toute solution doit passer par le respect du droit au retour.

M. MAFIROANE MOTANYANE (Lesotho) a indiqué que le processus de paix au Moyen-Orient ne pourrait avoir lieu tant que le règlement de la question palestinienne resterait en suspens. Il a déploré que l'approbation des projets de l'UNRWA dépende du bon vouloir de la puissance occupante. Le représentant du Lesotho a aussi fait part de sa préoccupation face aux difficultés financières de l'Office. Ces difficultés limitent et parfois entravent le mandat de l'UNRWA, a-t-il dit, notamment en ce qui concerne la fourniture par l'Office de services sociaux et d'éducation adéquats aux 5 millions de réfugiés palestiniens. Il a remercié les donateurs de l'UNRWA tout en les invitant à augmenter leurs contributions. Il a également jugé nécessaire d'élargir la base des donateurs.

M. RICHARD ERDMAN (États-Unis) a reconnu le travail important que mène l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) et le rôle qu'il joue pour le maintien de la stabilité de la région. « Grace au soutien à long terme de ses donateurs et des pays hôtes, l'Office a été en mesure de mener ses programmes humanitaires, y compris dans les domaines de l'éducation, de la santé et des services d'urgence et sociaux, qui ont amélioré les conditions de vie de millions de personnes », a-t-il souligné. Il a reconnu que 64 ans après sa création, l'Office apportait toujours une aide humanitaire essentielle aux réfugiés de Palestine et que son engagement en faveur de la paix et de la tolérance a été un moteur de stabilisation dans la région. Abordant également l'impact de la crise syrienne sur le travail de l'UNRWA, il a regretté les victimes parmi son personnel et a salué le dévouement continu de l'Office à la cause des réfugiés. En tant que donateur bilatéral le plus important de l'UNRWA, avec une contribution de 233 millions de dollars en 2012, les États-Unis restent préoccupés par rapport à la capacité de l'UNRWA à continuer de fournir ses services, compte tenu de ses difficultés financières chroniques. Pour M. Erdman, il va falloir trouver ensemble, entre donateurs, les pays hôtes et l'Office, une solution à ces problèmes financiers. À ce titre, il a exhorté les pays donateurs à continuer d'appuyer le fonds général de l'Office et a encouragé l'UNRWA à poursuivre ses efforts en vue d'élargir la base de ses donateurs.

M. YASAR HALIT CEVIK (Turquie) a mis en lumière les obstacles rencontrés par l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) dans la mise en œuvre de son mandat. Le travail et les enjeux des activités de l'Office pour le peuple palestinien sont fondamentaux, notamment en matière d'éducation et de soins de santé. Le représentant a mis l'accent sur les activités de l'Office qui fournit une aide dans cinq zones différentes à cinq millions de personnes représentant plus que la population totale de certains États Membres assistant à la réunion de la Quatrième Commission. Le représentant a indiqué que le conflit en Syrie et la poursuite continue du blocus illicite imposé par Israël aux Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie ne font qu'aggraver le travail quotidien de l'Office et détériorer la situation des réfugiés palestiniens. Cela est d'ailleurs reflété dans le rapport présenté par l'UNRWA. Le représentant a également mis l'accent sur la nécessité d'élargir le nombre de pays donateurs, estimant que cela ne pouvait se faire sans l'aide et l'appui de la communauté internationale. Si le fonds de l'UNRWA n'était pas doté des ressources nécessaires, l'Office ne pourra payer les salaires de son personnel, s'est-il inquiété. Le représentant a exprimé sa gratitude à tous les bailleurs de fonds et aux pays qui contribuent au budget de l'UNRWA. Enfin, il a appelé la communauté internationale à continuer à soutenir les réfugiés palestiniens en cette période difficile.

M. VINDO K. JACOB (Inde) a déploré qu'alors que le monde arabe connaît des transformations sans précédent, la situation en Palestine, quant à lui, reste statique. C'est dans ce contexte que le rôle d'assistance de l'UNRWA aux réfugiés est significatif, a estimé le représentant, ajoutant que l'Office est devenu le symbole du soutien de la communauté internationale aux réfugiés de Palestine.

Alors que le blocus de Gaza entre dans sa sixième année, les restrictions à la liberté de mouvement des personnels de l'UNRWA continuent de miner le travail de l'Office, a encore estimé le représentant. En conséquence, il a appelé Israël à lever ledit blocus, à permettre la reprise des activités économiques et sociales normales à Gaza et à faciliter la liberté de circulation des personnels de l'UNRWA.

M. MOHAMED SARWAT SELIM (Égypte) a noté qu'en dépit des défis et obstacles sérieux que connaît l'UNRWA, l'Office n'a cessé de jouer son rôle essentiel pour apporter des services de base aux 4,8 millions de réfugiés palestiniens. Il a réaffirmé le soutien de l'Égypte au rôle et au mandat de l'Office et cela aussi longtemps qu'on ne sera pas parvenu à une solution juste et durable à la question du sort des Palestiniens, y compris leur droit au retour et à une compensation juste. Il a dénoncé les violations continues des droits des réfugiés palestiniens par Israël ainsi que ses pratiques illégales dans le territoire palestinien occupé. Il a également soulevé le problème des obstacles imposés par Israël aux travaux de l'Office. L'Égypte exhorte Israël à garantir que l'Office puisse librement accéder aux bénéficiaires de ses services et à alléger les taxes et autres frais qu'il impose à l'UNRWA et qui font peser une charge financière supplémentaire sur l'Office, a dit M. Selim.

Le représentant a également exigé la levée du blocus de Gaza, qui impose « une punition collective à tous ses habitants », ainsi que la réouverture des points de passage et la libre circulation des biens et personnes. Abordant la question de la précarité financière de l'Office, le représentant a estimé que cette situation nécessitait un intérêt accru de la part des donateurs mais également des institutions financières internationales pour permettre à l'UNRWA de sortir de cette crise budgétaire chronique. La délégation égyptienne a également exprimé sa préoccupation face à la tendance de plus en plus marquée d'Israël, puissance occupante, à vouloir discréditer et intimider les différents organismes des Nations Unies, ce qui ressort clairement de la lettre adressée au Conseil des droits de l'homme, en mai dernier, et au Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires au sujet du travail du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) en juin 2012. L'Égypte appelle la

communauté internationale à continuer d'appuyer le travail des différentes organisations et agences des Nations Unies. Elle espère que la résolution relative à la demande d'admission de la Palestine aux Nations Unies sera adoptée au cours de cette session par l'Assemblée générale.

Mme MARIA CORDEIRO DUNLOP (Brésil) a rappelé le soutien du Brésil à la contribution exceptionnelle et au rôle important que joue l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA). Elle a également mis l'accent sur le soutien apporté par l'Office en faveur à l'amélioration du sort du peuple palestinien, et ce depuis plus de 60 ans. L'UNRWA a été un instrument indispensable pour le développement de la population palestinienne, notamment dans les domaines de l'éducation, de la santé ou de l'assistance humanitaire ou alimentaire. Malgré le fait que l'Office existe maintenant depuis plus de six décennies, la situation des réfugiés palestiniens continue d'être un sujet de préoccupation, a-t-elle dit. La situation financière extrêmement délicate dans laquelle se trouve l'Office affecte notamment le développement de la bande de Gaza, a-t-elle ajouté. Alors que la population de ce territoire ne cesse d'augmenter, elle se heurte à une situation de plus en plus difficile, a dit la représentante qui a estimé qu'une action urgente était nécessaire et attendue de la part de la communauté internationale. Elle a également dénoncé l'impact de la crise syrienne sur la vie des réfugiés palestiniens et les lacunes financières graves qui empêchent l'Office de s'acquitter de son mandat. Elle a appelé la communauté internationale à répondre aux besoins de l'UNRWA. Elle a également mis l'accent sur les engagements pris par son pays, notamment le projet de coopération avec l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud pour réaliser trois projets profitant aux Palestiniens ou le soutien à la reconstruction du camp de réfugiés de Nahr el-Bared, au Liban. Le Brésil a, cette année, fait un don de 7,5 millions de dollars aux projets de l'UNRWA, pour la bande de Gaza, a-t-elle dit.

M. HUSSEIN HANIFF (Malaisie) a déclaré qu'au regard du droit international, des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de la quatrième Convention de Genève, et en tant que puissance occupante, Israël doit assumer l'entière responsabilité de la sécurité des populations civiles palestiniennes. Dans ce contexte, Israël, la puissance occupante, doit mettre fin au blocus de Gaza qui perdure depuis cinq ans maintenant et permettre la libre circulation des biens, des personnes, des médicaments et de l'aide humanitaire. Au regard de la situation financière de l'UNRWA, le représentant a estimé qu'à défaut de solution politique à la question des réfugiés, le minimum est d'attribuer les ressources financières suffisantes à l'Office à partir du budget régulier de l'ONU. Il est clair qu'avec seulement 57% de son budget provenant du budget régulier de l'ONU, l'UNRWA ne peut faire face à ses missions, a ajouté le représentant, en qualifiant cet apport d'insuffisant. La part des ressources provenant du budget régulier de l'Organisation doit pouvoir atteindre des taux compris entre 85% et 90%, a-t-il conclu.

M. ABDULMOHSEN F. A. ALYAS (Arabie saoudite) a exprimé la gratitude de sa délégation aux personnels de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) et à son Commissaire général. Il a indiqué que la Quatrième Commission se réunissait au moment opportun où l'Office fait face à un déficit de 37 millions de dollars. Le représentant a souligné qu'il fallait davantage de collaborateurs et de bureaux pour pouvoir permettre à l'UNRWA de faire face à la population sans cesse croissante de réfugiés palestiniens. L'Arabie saoudite a accru sa contribution à l'UNRWA et se place aujourd'hui au troisième rang des donateurs, avec 86 millions de dollars versés en 2011. Il a rappelé combien il était important que chaque donateur s'acquitte de ses contributions afin de permettre à l'Office de poursuivre son travail. Le représentant a également pris note de la situation sécuritaire qui ne cesse de se détériorer dans les territoires palestiniens, notamment après la construction de colonies de peuplement israéliennes et la destruction de maisons palestiniennes. Il a appelé à la levée immédiate du blocus imposé à la bande de Gaza. Le représentant a indiqué que son pays a condamné fermement l'agression militaire israélienne contre la bande de Gaza et les menaces formulées par le Premier Ministre israélien. Il a appelé à la destruction du mur de séparation en Cisjordanie et a réaffirmé l'appui de l'Arabie saoudite au processus de paix et à l'initiative de paix arabe.

Mme IBTESAM ALKHAYYAL (Émirats arabes unis) a fait part de la préoccupation de sa délégation face à la situation des réfugiés palestiniens du fait de la politique d'occupation par Israël. Les violations israéliennes vis-à-vis des personnes et des biens n'ont pas épargné l'UNRWA, a constaté la représentante, avant de condamner ces actes. Elle a exigé la levée totale du bouclage de la bande de Gaza par Israël et a demandé à la communauté internationale d'exercer des pressions en ce sens. À ce titre, elle a également demandé que des mesures soient prises pour mettre un terme aux politiques israéliennes de colonisation et de peuplement des terres palestiniennes et à l'expropriation des biens palestiniens. Pour sa délégation, le problème des réfugiés fait partie intégrante de la question palestinienne et ne peut pas en être séparé dans la recherche d'une solution juste et durable à cette crise. Elle a également fait part de ses préoccupations par rapport à la situation des réfugiés palestiniens en Syrie et a souligné l'importance de garantir la sûreté du personnel et des biens de l'UNRWA qui doit continuer à s'occuper de ces réfugiés. Regrettant que le déficit financier structurel de l'Office l'empêche de mettre en œuvre certains programmes humanitaires, elle a rappelé que les

Émirats arabes unis s'engagent à poursuivre leur appui financier à l'Office et a invité tous les donateurs à en faire de même.

M. NAOKI TAKAHASHI (Japon) a jugé cruciale la prise en compte de la question des réfugiés palestiniens dans le cadre d'un processus de paix au Moyen-Orient. C'est pour cette raison que le Japon assiste le peuple palestinien depuis 1956 et a, dans ce cadre, versé plus d'un milliard trois cent millions de dollars directement aux Palestiniens. Pour sa part, l'UNRWA a reçu près de 700 millions de dollars de la part du Japon depuis 1993. Le Japon a en outre coordonné ses efforts avec les pays d'Asie de l'Est pour la construction de capacités étatiques palestiniennes. Il accueillera dans ce cadre, avec la contribution de l'Autorité palestinienne, une conférence en février 2013, a ajouté le représentant. Au regard de la situation financière de l'UNRWA, le Japon appelle tous les partenaires à maintenir leur appui à l'Office et encourage ce dernier à poursuivre son processus de réformes, a conclu M. Takahashi.

M. MUSTAFIZUR RAHMAN (Bangladesh) a réitéré l'appui de son pays en faveur de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), notamment dans l'exercice de son mandat. Le représentant a saisi cette opportunité pour faire part de sa préoccupation concernant la question sécuritaire qui se pose au personnel de l'UNRWA. Il a souhaité que les restrictions de déplacement, notamment à l'encontre du personnel de l'UNRWA et du peuple palestinien, soient levées. En prenant des mesures contraires aux résolutions adoptées par le Conseil de sécurité, Israël montre qu'il fait fi de la Charte des Nations Unies. Il a appelé Israël à ne pas s'ingérer dans les activités de l'UNRWA et a dénoncé les viols systématiques par ce pays des droits fondamentaux des réfugiés palestiniens. Les opérations militaires israéliennes ont provoqué d'importants déplacements de civils, a-t-il regretté. Par ailleurs, Israël continue ses activités illégales sur le territoire palestinien occupé. Concluant son propos, le représentant a mis l'accent sur le dévouement du personnel de l'UNRWA et a appelé les bailleurs de fonds à s'acquitter de leurs contributions.

M. FAYSAL ALZAYANI (Bahreïn) a mis l'accent sur l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), son Commissaire général et leurs contributions importantes en faveur du peuple palestinien. Il a indiqué que les informations contenues dans le rapport du Commissaire général ainsi que son intervention devant la Commission permettaient d'évaluer les progrès effectués et étaient un indice du bon fonctionnement de l'Office. Il a mis l'accent sur les solutions envisagées et proposées par l'Office pour permettre aux réfugiés palestiniens de bénéficier de ses programmes. L'UNRWA a mis en place des plans de plus en plus stratégiques, a estimé le représentant qui s'est félicité de l'évaluation externe et indépendante du fonctionnement de l'Office, qui montre que davantage de progrès ont été réalisés en 2011 par l'UNRWA. Toutefois, le représentant a exprimé son inquiétude concernant le déficit dans le financement du budget ordinaire de l'Office. Il est de la responsabilité des États Membres de s'acquitter de leurs contributions. Il faut absolument et au plus vite combler ce déficit afin d'éviter que les opérations humanitaires de l'Office ne soient entravées. L'UNRWA, a-t-il poursuivi, a tout au long de son histoire fait face à de nombreuses et d'importantes difficultés financières qui l'empêchent de mener à bien ses activités d'aide en faveur des réfugiés palestiniens.

Pour Mme IDIT ABU (Israël), compte tenu de l'histoire de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), il est impossible de dissocier la mission politique de la mission humanitaire de l'Office. Le mandat de l'Office reflète un double standard dans le système des réfugiés de l'ONU, dans la mesure où l'UNRWA ne s'occupe que des réfugiés de Palestine alors que tous les autres réfugiés répandus à travers le monde relèvent du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) qui reçoit moins de la moitié du financement de l'Office par réfugié. Pour sa délégation, le mandat de l'UNRWA est irréfutablement politique. « Il a été conçu spécifiquement pour entretenir la question des réfugiés de Palestine, alors que la vocation du HCR est de réintégrer les réfugiés dans la société », a estimé Mme Abu. « Le mandat de l'Office, au contraire, perpétue le statut des réfugiés de Palestine », a-t-elle accusé. « Pour être clair, sous le mandat de l'UNRWA, un réfugié de Palestine aujourd'hui restera un réfugié de Palestine à jamais », a-t-elle déclaré. Compte tenu de cette mission « sans fin » de l'Office, il ne faut pas s'étonner qu'il demande continuellement des ressources financières supplémentaires, a noté Mme Abu. Dans la mesure où le statut de réfugié des Palestiniens est transmis de génération à génération, la population dont doit s'occuper l'Office ne cessera d'augmenter exponentiellement d'année en année pour atteindre 6,1 millions de personnes d'ici à 2020, a-t-elle encore précisé. Cependant, cela n'a pas toujours été le cas, puisque le mandat initial de l'Office en 1948 prévoyait qu'il devait relocaliser les réfugiés, mais cette partie du mandat a été omise au fil des ans, a encore souligné la représentante. Pour sa délégation, il ne s'agit pas de demander le démantèlement de l'Office, mais plutôt d'examiner son mandat dans la mesure où il n'est pas que politique, mais contribue aussi à son déficit financier chronique.

Si le conflit israélo-palestinien n'est pas le seul conflit au monde qui passe par une solution politique, il reste cependant le seul « où des réfugiés sont gardés en otage et où on leur refuse une vraie solution dans l'attente d'une solution politique », a remarqué Mme Abu. Elle a également attiré l'attention sur le fait que les 2 millions de réfugiés qui vivent dans le territoire placé sous le contrôle de l'Autorité palestinienne ne sont en aucune façon pris en charge par cette dernière, mais au contraire séparés de la population générale. En dépit du fait que l'Autorité palestinienne a les moyens de s'occuper de sa population, elle a délibérément choisi de ne pas prendre en charge tous les aspects de la vie de ces réfugiés, préférant céder la place à l'UNRWA, a encore estimé la représentante.

« Comment peut-on nous demander de faire la distinction entre le politique et l'humanitaire, alors que l'UNRWA lui-même ne le fait pas? », a demandé Mme Abu avant d'expliquer que « l'Office avait décidé de prendre en charge la défense de la cause palestinienne et d'utiliser des fonds humanitaires pour financer cet effort ». Pour sa délégation il ne fait pas de doute que l'UNRWA est une organisation politique mise en place pour entretenir une question politique. Cela n'empêche pas Israël de soutenir la mission humanitaire du travail de l'Office, ce dont témoigne le fait que les autorités israéliennes n'ont pas manqué d'approuver les différentes requêtes et demandes de l'Office, notamment 219 projets sous contrôle de la communauté internationale, a-t-elle indiqué. Elle a précisé que les seuls biens qu'Israël n'autorise pas à entrer dans le territoire occupé sont les armes et autres matériels à double usage, et « que le bouclage de Gaza a pour objectif d'éviter le trafic d'armes du Hamas ».

Mme Abu a également remarqué que « de nombreuses délégations ayant fait des déclarations enflammées contre Israël ne font pourtant quasiment rien pour soutenir l'Office ou les réfugiés palestiniens ». À l'exception de l'Arabie saoudite, aucun autre pays arabe ne figure dans la liste des 10 plus grands donateurs de l'UNRWA, et 90% de ses financements proviennent de pays occidentaux, s'est-elle étonnée. En conclusion, elle a réitéré la volonté d'Israël de régler le problème des réfugiés, au même titre que toutes les autres questions essentielles. Il ne sera possible d'y arriver que par le biais de négociations directes et de compromis difficiles, a-t-elle souligné.

M. ZHU YANWEI (Chine) a rappelé que l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) avait apporté, au cours des six dernières décennies, des contributions et une aide sans comparaison aux réfugiés palestiniens et que les résultats ont été plus qu'encourageants. Il a estimé que la situation humanitaire était extrêmement préoccupante, notamment dans la bande de Gaza où il a appelé à la levée immédiate du blocus israélien. Le représentant a lancé un appel à la communauté internationale pour que cette dernière accroisse son assistance à l'Office. Il a également appelé les donateurs à concrétiser leurs offres d'assistance et à honorer leurs engagements. La Chine, a-t-il dit, appuie les travaux de l'UNRWA et réitère ses préoccupations concernant les restrictions posées par la puissance occupante aux déplacements des personnels de l'UNRWA. Enfin, il a plaidé en faveur de la reprise des négociations de paix entre les deux parties et en faveur de la création d'un État palestinien, viable et indépendant.

M. PHAM VINH QUANG (Viet Nam) a regretté que la pauvreté continue de toucher la population de la bande de Gaza, avec 75% des Gazaouis, soit un million de personnes dépendant directement de l'aide internationale. Dans ce contexte, la délégation vietnamienne a appelé Israël à cesser toutes ses opérations militaires, à renoncer à la construction de colonies de peuplement dans les territoires occupés et à mettre fin au blocus de Gaza. Toutes les parties concernées doivent accroître leur coopération dans le but de réduire les souffrances des Palestiniens, y compris en pourvoyant à l'UNRWA toutes les ressources dont il a besoin pour accomplir sa mission, a encore dit le représentant. En conclusion, il a réaffirmé le soutien de son pays aux efforts du Quatuor pour le Moyen-Orient et à ceux de la Ligue arabe, de l'ONU et des autres pays de la région pour la recherche d'une solution à ce conflit.

Estimant que l'examen du point à l'ordre du jour durait depuis de longues années, M. ABDELLATIF ERROJA (Maroc) a déploré les atermoiements et le va-et-vient sans fin dans le processus de paix. Ce processus, a-t-il poursuivi, connaît un défi énorme, notamment à cause des obstacles répétés posés par le régime israélien. Il a estimé qu'il serait incorrect de parler de la question des droits de l'homme sans mentionner la politique de peuplement israélienne, ainsi que la destruction des habitations et des terrains agricoles palestiniens. Les pratiques israéliennes, a-t-il dit, représentent une violation du droit international et des Conventions de Genève. Il a appelé Israël à respecter ses engagements et à respecter les résolutions des Nations Unies. Le représentant a ensuite dénoncé les attaques contre la mosquée d'Al-Qods qui représentent une provocation. Les violations israéliennes des droits de l'homme dans les territoires palestiniens sont une honte et contredisent le droit humanitaire international, a-t-il ajouté.

Par ailleurs, il a cité le document rédigé par la Banque mondiale qui indiquait que le déficit de l'Office menaçait sa survie et son bon fonctionnement. Poursuivant son propos, il a dénoncé le blocus injuste de la bande de Gaza et la situation préoccupante des prisonniers palestiniens. Le manque de financement de l'Office menace la poursuite de ses programmes. Enfin, a-t-il dit, le Royaume du Maroc appuie les efforts régionaux et internationaux pour réactiver le processus de paix israélo-palestinien.

Droit de réponse

Exerçant son droit de réponse, le représentant de la Turquie s'est demandé pourquoi la délégation d'Israël avait fait état de « tirs syriens vers la Turquie ». Cette question n'est pas inscrite à l'ordre du jour de cette Commission, a-t-il dit. Il a en revanche rappelé qu'un texte du Conseil de sécurité condamne ces tirs et que, d'autre part, la résolution 1860 du Conseil appelle Israël à lever immédiatement le blocus imposé à la bande de Gaza.

Remarque de clôture

M. FILIPPO GRANDI, Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), a, dans ses remarques de clôture du débat général, remercié toutes les délégations pour le soutien apporté à l'Office. Il s'est dit encouragé par la solidarité que tous ont exprimée ici au travail de l'Office et par la gratitude et l'inquiétude des délégations face aux situations auxquelles fait face le peuple palestinien. Il a rappelé que la situation en Syrie, où des réfugiés ont été accueillis de façon très respectable pendant des dizaines d'années, a démontré que les crises peuvent exacerber les vulnérabilités des réfugiés. Il a assuré que l'Office, malgré toutes ses difficultés, continuera de fournir des services et continuera d'être le porte-parole des réfugiés palestiniens. « Là où on constate une situation où les droits sont violés, il est nécessaire de continuer à les dénoncer, et c'est notre rôle de nous faire le porte-parole de ceux que nous protégeons », a déclaré M. Grandi. Il a également confirmé que le processus de réforme de l'UNRWA, qui a débuté en 2006, se poursuivra.

M. Grandi s'est dit inquiet des attaques à l'encontre de l'Office et des déclarations faites ces derniers mois insinuant que l'UNRWA devrait disparaître parce qu'il serait la cause du « problème » que représenteraient les réfugiés palestiniens. Il a précisé que ces attaques n'émanaient pas d'un gouvernement mais de groupes qui pouvaient être néanmoins influents dans certains pays. Il a indiqué qu'il reste également inquiet face à l'évaluation de la situation en Syrie et des informations faisant état du fait que les Palestiniens réfugiés en Syrie pourraient être entraînés dans le conflit. Il faut éviter toute tentative d'entraîner les réfugiés dans le combat. S'agissant de la bande de Gaza, il a souligné que les restrictions persistantes imposées à la zone ne s'appliquaient pas aux biens humanitaires, et que c'était déjà le cas en 2007. Ces restrictions portaient sur le matériel de reconstruction, mais, après 2010, cette situation s'est graduellement améliorée, a-t-il dit. M. Grandi a également dit comprendre les inquiétudes sécuritaires d'Israël. Toutefois, a-t-il indiqué, le blocus de Gaza n'est pas la meilleure manière d'agir. Enfin, il a remercié tous ceux qui ont appuyé l'élargissement de la base des donateurs de l'Office.

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel